

de Denis Payre

Monsieur Valls, vos réformes sont encore trop loin du compte !

Par Les Echos | 11/04 | 06:00

Le discours de Manuel Valls a commencé par le constat de la situation grave dans laquelle se trouve notre pays. Il a dit que les Français « *veulent des résultats sur les sujets clefs que sont l'emploi et la lutte contre la précarité* ». Il a pris acte du message de défiance vis-à-vis des partis traditionnels envoyé à l'occasion des municipales avec la forte progression de l'abstention et du Front national. Il a dit vouloir redonner confiance en particulier aux acteurs économiques. Il a pris acte du fait que beaucoup de Français « *n'y croient plus* » et que « *la parole publique est devenue une langue morte* ». Je ne peux être que d'accord, ayant lancé le mouvement Nous Citoyens au mois d'octobre dernier sur la base du même constat. Notre appel au réveil citoyen, sans surprise dans ce contexte, a été largement entendu puisque nous avons plus de 8.000 adhérents, ce qui fait de nous un des dix premiers mouvements politiques du pays en seulement six mois d'existence.

Il a poursuivi en disant que « *soutenir les entreprises, c'est soutenir l'emploi* » et que « *ce sont les entreprises qui font la richesse de notre pays* ». En complément des récentes déclarations de François Hollande, nous voilà enfin en train de sortir du déni profond dans lequel les dirigeants politiques français sont enfermés depuis près de quarante ans. Dans presque n'importe quel pays développé, et de nombreux pays émergents, ce discours passerait pour d'extraordinaires banalités. Pas en France où notre classe politique, droite et gauche confondues, a inventé l'Etat total, a laissé filer la dépense publique depuis quarante ans et est coupée du monde de l'entreprise.

Mis au pied du mur par nos partenaires européens et nos créanciers, nos dirigeants sont obligés de commencer à faire un travail de pédagogie indispensable. On ne peut que s'en féliciter même si cela vient bien tard et sans beaucoup de spontanéité. Les mesures annoncées ensuite sont de bonnes mesures, mais sont des petites mesures qui ne sont ni à la hauteur des enjeux des déficits ni du défi du chômage de masse. La diminution du nombre des régions pèsera peu, les principaux enjeux financiers étant au niveau des départements et des communes où les échéances annoncées sont au-delà de 2017 et n'engagent donc pas beaucoup le gouvernement. On ne nous parle pas de changer les méthodes de gestion des administrations qui sont très archaïques et de fait coûteuses, des méthodes abandonnées depuis longtemps dans les entreprises. On nous parle de 50 milliards d'économies alors qu'il faudrait en trouver 200 milliards pour revenir au niveau de l'Allemagne. La baisse des charges sur les bas salaires autour du SMIC est de nature à créer des emplois pour de nombreux Français sans qualification à cause d'un système éducatif gravement déficient. Le récent rapport Cahuc a montré que l'on pouvait créer 800.000 emplois mais avec un effort plus concentré au niveau du SMIC et plus significatif. Manuel Valls n'a pas parlé des principaux verrous à la création d'emploi comme un Code du travail catastrophique qui décourage l'embauche et condamne une partie de la jeunesse à la précarité. Il n'a pas parlé des effets seuils, autre source de blocage majeur, ni d'inciter la société civile à investir massivement dans l'innovation et l'entrepreneuriat.

On est donc très loin d'un vrai projet de résorption des déficits et de retour de la croissance et du plein-emploi. De plus, même pour mettre en oeuvre les mesures annoncées, il n'est pas certain qu'il dispose d'un mandat politique fort, ce programme étant situé à l'opposé du projet pour lequel François Hollande s'est fait élire. Enfin, est-ce que les personnes chargées de mettre en oeuvre ces mesures en seront capables ? On retrouve au gouvernement tous les profils qui ont conduit à la situation actuelle, aucun des actuels membres du gouvernement ne connaît véritablement l'entreprise. La question essentielle à ce stade est de savoir si ceux qui nous ont mis dans cette situation sont capables de nous en sortir. Nous ne le pensons pas et craignons que la seule option qui leur restera soit à nouveau les hausses d'impôts qui ne manqueront pas de provoquer à nouveau des réactions significatives et bien compréhensibles de la société civile.

Denis Payre

Denis Payre est président de Nous Citoyens